

<p align="center">MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX PASSE SELON UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT. <i>En application des articles L 2124-2, L2125-1 du code de la commande publique.</i></p>
<p align="center">CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP) COMMUN AUX DEUX LOTS</p>
<p align="center">MAITRE DE L'OUVRAGE</p>
<p align="center">ETAT - MINISTERE DES ARMEES</p>
<p align="center">ACHETEUR <i>(désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)</i></p>
<p>Monsieur le directeur de la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)</p>
<p align="center">CONDUCTEUR D'OPERATION</p>
<p align="center">DIVISION GESTION DU PATRIMOINE - SECTION INGENIERIE DE LA MAINTENANCE CELLULE CONDUITE</p>
<p align="center">OBJET DU MARCHE</p>
<p>ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE-CALEDONIE (FANC).</p> <p align="center">ELECTRICITE BASSE TENSION Lot 1 : Nouméa – Mont-Dore – Plum Lot 2: Païta – Tontouta - Nandäï</p>
<p align="center">NUMÉRO DE PROJET</p>
<p align="center">25002</p>

SOMMAIRE

1	- OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	- INTRODUCTION	4
1.2	- OBJET DU MARCHÉ	4
1.3	- PERIMETRE GEOGRAPHIQUE.....	4
1.4	- LIMITES DES PRESTATIONS	4
2	- REFERENCES NORMATIVES ET TERMINOLOGIE	4
2.1	- NORMES ET REGLEMENTS	4
2.2	- NORMES ET TERMINOLOGIE	5
2.2.1	- <i>Les avis techniques</i>	5
2.2.2	- <i>Textes réglementaires</i>	5
2.2.3	- <i>Documents techniques unifiés et normes</i>	5
2.2.4	- <i>Guides et supports documentaires</i>	5
2.3	- TERMES ET DEFINITIONS	5
3	- OBLIGATIONS DU TITULAIRE	5
3.1	- GENERALITES	5
3.2	- GARANTIE DE CONTINUITE DE SERVICE.....	6
3.3	- GARANTIE DE SECURITE DE FONCTIONNEMENT DES EQUIPEMENTS	6
3.4	- SECURITE AU TRAVAIL, PROTECTION DES BIENS ET DES PERSONNES	7
3.5	- OUTILLAGE, MOYENS DE MANUTENTION ET EQUIPEMENTS DE PROTECTION.....	7
3.6	- FOURNITURES A LA CHARGE DU TITULAIRE	7
3.7	- MOYENS DE DEPLACEMENT DU PERSONNEL ET DE TRANSPORT DES PIECES	7
3.8	- ECONOMIE D'ENERGIE.....	7
4	- ORGANISATION DU TITULAIRE.....	7
4.1	- RESPONSABLE PHYSIQUE DU MARCHÉ	7
4.2	- SOUS-TRAITANCE	8
5	- NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS	8
5.1	- DEPANNAGES ET REPARATIONS	8
5.2	- COMPTES RENDUS D'INTERVENTION DE DEPANNAGE DE REPARATION OU DE TRAVAUX.....	8
5.3	- DECLenchement	9
5.3.1	- <i>Heures ouvrées (HO)</i>	9
5.4	- DELAI D'INTERVENTION	9
5.5	- DECOMPOSITION ET PHASAGE DES PRESTATIONS	9
5.5.1	- <i>Phasage de déroulement et suivi des prestations</i>	9
5.5.2	- <i>Avant toute exécution de travaux</i>	10
5.5.3	- <i>Pendant la période d'exécution</i>	10
5.5.4	- <i>A la fin de chaque chantier</i>	10
5.6	- INSTALLATION DE CHANTIER	10
5.6.1	- <i>Installations fournies par le titulaire</i>	10
5.6.2	- <i>Installation pour chantier avec baraquement</i>	11
5.6.3	- <i>Installations pour chantier sans baraquement</i>	11
5.6.4	- <i>Signalisation supplémentaire</i>	11
5.6.5	- <i>Installations fournies par le maître d'ouvrage</i>	11
5.7	- ELIMINATION DES DECHETS	11
6	- ASTREINTE	12
6.1	- CONTENU	12
6.2	- HEURES NON OUVREES (HNO).....	12
6.3	- DECLenchement	12
6.4	- DELAI D'INTERVENTION	12
6.5	- FACTURATION.....	12
7	- SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	13
7.1	- MATERIAUX	13
7.2	- TRAVERSEE DES PAROIS COUPE-FEU	13
7.3	- DILATATION	13

Projet 25002	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE CALEDONIE (FANC) – ELECTRICITE BASSE TENSION	C.C.T.P.
--------------	---	----------

8	- ESSAIS DES INSTALLATIONS	13
8.1	- ESSAIS AVANT RECEPTION.....	13
8.2	- VERIFICATIONS	13
8.3	- ESSAIS.....	13
9	- ASSISTANCE AU REPRESENTANT DE L'ACHETEUR.....	14
9.1	- ASSISTANCE TECHNIQUE	14
9.1.1	- <i>Veille technique</i>	14
9.1.2	- <i>Veille réglementaire</i>	14
10	- REUNION CONTRACTUELLE	14
10.1	PARTICIPATION AUX REUNIONS	14
10.2	REUNION DE LANCEMENT	15
10.3	REUNIONS TRIMESTRIELLES	15
10.4	REUNION ANNUELLE.....	15

1- OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Introduction

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de décrire :

- Les objectifs généraux ;
- La nature et l'étendue des prestations de dépannage et de travaux dues au titre du présent marché ainsi que les conditions de leurs exécutions et les exigences minimales de résultats à atteindre ;
- Les relations contractuelles entre l'acheteur et le titulaire.

La réalisation complète de ces objectifs et résultats constitue une obligation du titulaire et conditionne le paiement des sommes dues au marché. Dans le cas où les objectifs et les résultats ne sont pas totalement atteints, les paiements sont diminués des réfections et/ou des pénalités applicables prévues au CCAP.

Il est expressément convenu que le choix des moyens propres à atteindre les objectifs et résultats définis relèvent exclusivement du titulaire et ne peuvent, en conséquence, justifier le non-respect des objectifs contractuels.

1.2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution d'un accord-cadre à bons de commande "ELECTRICITE BASSE TENSION" sur bordereau de prix unitaires pour l'exécution de dépannages ou travaux d'entretien, de réparation, d'adaptation, de modernisation et de transformation, sur les emprises des forces armées de Nouvelle-Calédonie (FANC) dont la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID-NMA) a la charge.

1.3 - Périmètre géographique

Les installations objets du présent marché à maintenir sont réparties sur différentes zones du territoire de la Nouvelle-Calédonie, comme suit :

- LOT 1 : zone de NOUMEA – MONT DORE - PLUM ;
- LOT 2 : zone de PAITA – TONTOUTA - NANDAI ;

1.4 - Limites des prestations

Les prestations sont limitées aux domaines ELECTRICITE BASSE TENSION relatifs aux prestations du BPU et à ce présent cahier des charges. Certaines pièces peuvent être commandées dans le cadre de ce présent marché hors BPU si ces dernières sont trop spécifiques (ex : disjoncteur hors calibre, etc...).

Toutes les prestations nécessaires à la réalisation des travaux sont à prendre en compte par le titulaire lors de l'établissement de ses devis. L'exécution de sa prestation doit être entière et conforme à la réglementation en vigueur afin de permettre le bon fonctionnement dès la réception des travaux.

Le titulaire est donc tenu de respecter les dispositions suivantes :

- Disposer de moyens d'intervention flexibles adaptés aux besoins en travaux de dépannage et de réparation ;
- Respecter la sécurité des personnes et des biens, le code du travail et tenir compte de la protection de l'environnement.

Toutes notes de calculs (ex : section de câbles) peuvent être exigées sur demande du maître d'œuvre.

2 - REFERENCES NORMATIVES ET TERMINOLOGIE- Normes et règlements

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles. Il respecte également les Cahiers des Clauses Spécifiques (CCS) et les Documents Techniques Unifiés (DTU) et leurs additifs, et les notices techniques d'entretien des équipements.

Les ouvrages du présent contrat doivent être conçus et réalisés conformément aux règles de l'art, aux guides et textes réglementaires et normatifs en vigueur, en particulier ceux cités ci-après.

Si des documents, spécifiques à des prestations ou à un domaine particulier, sont en contradiction avec les documents d'ordre général, il est de la responsabilité du titulaire de s'adresser au représentant de la personne publique pour connaître les suites à donner.

Dans le cas où une norme ou un règlement s'appliquant aux équipements visés par le présent document viendrait à paraître ou à être modifié entre la date d'appel d'offres et la remise de l'offre, celle-ci devrait être établie conformément aux nouvelles dispositions. Toute mise en conformité ultérieure ne pouvant justifier un supplément de prix.

2.2 - Normes et terminologie

Tout ou partie des travaux, même s'il n'est pas précisé ou omis dans le présent CCTP, y compris dans les articles 2.2.1 à 2.2.3 ci-après, est soumis à toutes les prescriptions des documents suivants :

2.2.1 - Les avis techniques

- Les règles et les guides des normes UTE, AFNOR, APSAD ;
- Les DTU (pour les normes françaises non issues de règlements européens, toutes normes reconnues équivalentes sont acceptables) ;
- Lois, décrets, arrêtés, circulaires et instructions ministériels, préfectoraux, communaux en vigueur et non cités.

2.2.2 - Textes réglementaires

- La norme NF C 12-101 - textes officiels relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,
- La norme NF C 14-100 - installations de branchement à basse tension,
- La norme NF C 15-100 - installations électriques à basse tension et tous ses guides d'accompagnement UTE C 15-xxx
- La norme NF C 17-100 - protection contre la foudre, installation de paratonnerre,
- La norme NF C 17-200 - installations d'éclairage public,
- La norme NF C 20-010 - classification des degrés de protection procurés par les enveloppes des matériels au regard des influences externes,
- La norme NF C 20-030 - protection contre les chocs électriques des matériels électriques à basse tension,
- La norme NF EN 61 643-11 - parafoudres connectés aux systèmes de distribution basse tension – prescriptions et essais.
- La norme NF C 12-101 - textes officiels relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,
- Code du Travail ;
- Code de la Santé publique ;
- Textes réglementaires sur la législation du travail et la protection des travailleurs ;

2.2.3 - Documents techniques unifiés et normes

- NF DTU 70.1 Installations électriques des bâtiments à usage d'habitation (P80-201-2)

2.2.4 - Guides et supports documentaires

- Les recommandations et règles techniques des divers organismes agréés ou professionnels ;
- Les avis techniques du C.S.T.B. pour les procédés non traditionnels.

2.3 - Termes et définitions

Titulaire : désigne le signataire du marché, appelé également titulaire. S'il s'agit d'un groupement, le titulaire désigne le groupement représenté le cas échéant par son mandataire.

L'acheteur ou le bénéficiaire : désigne le donneur d'ordre, interlocuteur unique du titulaire et responsable de la coordination entre les différents intervenants non liés au titulaire. Sa représentation est assurée conformément aux règles de responsabilité internes au maître d'ouvrage qui seront communiquées ultérieurement au titulaire.

Occupants ou exploitants : le personnel utilisant les bâtiments (appelés également utilisateur).

3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 - Généralités

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire doit notamment :

- Toutes les démarches administratives pour l'accès du personnel et du matériel à l'intérieur des sites. La pratique du travail dissimulé pourra exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- La désignation d'un responsable de chantier qui est l'interlocuteur privilégié de la DID ;

- La participation aux réunions et aux visites de prévention préalables chaque fois qu'il est convoqué. L'absence du titulaire à ces réunions pourra l'exposer aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- L'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé. Le non-respect de ces consignes pourra exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- À la demande de la Personne publique, la fourniture des échantillons et modèles de matériaux et matériels prévus d'être mis en œuvre ;
- La signalisation et le balisage des chantiers et des zones de stockage ;
- La fourniture des moyens d'accès en hauteur. Aucun moyen de levage ou de transport n'est mis à disposition du titulaire par l'acheteur ou l'occupant. Toutes les manutentions sont à la charge exclusive du titulaire, sauf celles indiquées dans le BPU.
- La protection par bâche des équipements ou mobiliers restant en place ;
- L'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, appareils et matériels ;
- Tous les frais de main d'œuvre, de pose, de manutention et de transport ;
- Le transport et le stockage des matériels déposés et réutilisables sur site ;
- L'évacuation des gravois et autres matériaux dans une décharge réglementaire. Aucune benne n'est mise à disposition de l'entreprise ;
- L'évacuation des matériels déposés lors des travaux de dépose (sauf spécifications contraires prévues au bon de commande). Cette évacuation doit être réalisée dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- Tous les scellements et rebouchages de trous dans la nature du matériau constituant la paroi ;
- La fourniture et pose des fourreaux, colliers et supports nécessaires ;
- Tous les dispositifs d'insonorisation sur canalisations et traversées de parois (verticales et horizontale) : joints souples, supports anti vibratoires, etc. ;
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, essais et contrôles de ses ouvrages ;
- La documentation en français, PV d'essais, notes de calcul... relatifs aux matériels installés et à l'installation réalisée ;
- L'information éventuelle du personnel appelé à se servir des équipements mis en service ;
- La mise à jour des schémas et listes de matériels concernés par le chantier. Les documents originaux sont communiqués par la prise en charge des contrôles et vérifications réglementaires nécessaires à la restitution des ouvrages en conformité avec la législation en vigueur au moment de la réception, la non remise des documents pourra exposer le titulaire aux pénalités prévues au CCAP du présent marché ;
- L'assistance à l'organisme agréé aux contrôles de toutes les installations réalisées et toutes les éventuelles reprises pour mise en conformité ;
- Le nettoyage journalier du chantier et la remise en état des lieux en fin de chantier.

3.2 - Garantie de continuité de service

La durée d'immobilisation des équipements nécessitée par les diverses prestations de dépannage ou de réparation, doit être aussi réduite que possible et permettre l'observation stricte des règles de sécurité et des règles de l'art.

En cas d'avarie grave ou de réparation de longue durée entraînant un arrêt d'un équipement, le titulaire est tenu d'aviser l'acheteur de la nature, de l'importance des travaux à effectuer et du délai nécessaire à leur exécution.

3.3 - Garantie de sécurité de fonctionnement des équipements

Après une quelconque intervention, le titulaire s'engage, expressément et sous sa propre responsabilité, à ne remettre à la disposition des usagers uniquement des équipements offrant toutes les garanties de bon fonctionnement et de sécurité.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, ces garanties ne peuvent être obtenues, le titulaire doit en aviser le maître d'œuvre et doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour condamner l'utilisation de l'équipement.

L'arrêt du service est porté à la connaissance des usagers par des pancartes placées en évidence.

En outre, le titulaire doit informer sans retard le maître d'œuvre de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité. Cette information doit être faite par téléphone auprès du maître d'œuvre et confirmée par courriel. Toutes les mesures d'urgence sont prises afin d'éviter tout risque d'accident et toutes les dispositions nécessaires pour interdire l'utilisation ou l'accès à l'équipement sont prises.

3.4 - Sécurité au travail, protection des biens et des personnes

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les consignes générales de sécurité et contrôler fréquemment que celles-ci sont parfaitement connues des intéressés. On entend ici, par sécurité, celle liée au travail mais aussi celle liée à la manipulation d'organes alimentés en énergie.

Lorsque la sécurité des biens ou des utilisateurs est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et rend compte *a posteriori* au maître d'œuvre des mesures conservatoires ou des réparations urgentes qu'il a dû prendre.

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions particulières en matière de sécurité et de protection de la santé définies dans le CCAP.

3.5 - Outillage, moyens de manutention et équipements de protection

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel opérationnel l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution de ses prestations, notamment l'outillage, les moyens de manutention et les équipements de protection individuelle. Le titulaire en assure également l'entretien.

Les matériels utilisés sont en conformité avec les normes et les règlements de sécurité. Tout matériel non conforme ou dangereux est mis immédiatement hors service et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Les matériels et outils doivent être rangés immédiatement après utilisation.

3.6 - Fournitures à la charge du titulaire

Les prix au BPU comprennent les divers produits nécessaires à la bonne exécution du marché tels que ingrédients, consommables et petites fournitures sont (**liste non exhaustive donnée à titre indicatif**) :

- Les huiles et graisses ;
- Les chiffons et les produits de nettoyage d'usage courant ;
- Les produits anticorrosion et de protection (vernis, peinture, etc.) ;
- Les produits pour dégripper ;
- Les courroies ;
- Les voyants de fonctionnement ;
- Les cadenas, colle, scotch ;
- Les visseries, boulonneries, accessoires de fixation ;
- Les piles de sauvegarde des programmes, les batteries ;
- Les raccords, vannes, joints, garnitures d'usage courant ;
- Tout autre produit, de vie éphémère, dont la fourniture est nécessaire à l'opération de maintenance exécutée et au bon fonctionnement de l'équipement.

3.7 - Moyens de déplacement du personnel et de transport des pièces

Le titulaire fournit tous les moyens pour :

- Les déplacements de son personnel ;
- Le transport des pièces des lieux de réparation, ou de réception en cas d'achats directs, vers les lieux d'intervention et ce, en toute sécurité.

Aucun moyen de levage ou de transport n'est mis à disposition du titulaire par l'acheteur ou l'occupant. Toutes les manutentions sont à la charge exclusive du titulaire, sauf celles indiquées dans le BPU.

3.8 - Economie d'énergie

Dans le cadre d'économie d'énergie, le titulaire tient compte des évolutions technologiques et assiste l'acheteur dans le cadre de cette disposition lors du changement, partiel ou total, d'installations. Il démontre le retour sur investissement des installations qu'il préconise pour ces travaux.

4 - ORGANISATION DU TITULAIRE

4.1 - Responsable physique du marché

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire s'engage à nommer une personne physique titulaire et une autre personne remplaçante chargée de représenter l'entreprise au titre du présent marché.

Le responsable du marché est chargé de l'organisation, de l'encadrement des agents et du suivi des prestations et des sous-traitants éventuels. Le responsable du marché doit être remplacé par une autre personne disposant du

même niveau de connaissance des lieux, des équipements et de l'historique du contrat, ainsi que des mêmes compétences et moyens durant ses périodes d'absence (congrés, arrêts maladie, formation, etc.).

Le responsable du marché est l'interlocuteur privilégié de l'acheteur et du maître d'œuvre pour tous les problèmes quotidiens afférents au contrat.

A ce titre, il doit :

- Être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate à la suite des observations relevées par l'acheteur ;
- Être en mesure d'apporter une réponse à toute demande de l'acheteur sur les domaines couverts par le présent marché ;
- Assister aux réunions programmées définies dans le présent marché ;
- Assister aux réunions sur demande du maître d'œuvre ;
- Être joignable en heures ouvrables ;
- Se tenir informé des réglementations en vigueur et de leur évolution notamment en ce qui concerne la sécurité et l'environnement.

4.2 - Sous-traitance

Le titulaire assure, autant que possible, l'ensemble de ses prestations avec son propre personnel. Toutefois, lorsqu'il ne possède pas toutes les qualifications requises, le titulaire peut avoir recours à des sous-traitants. Ceux-ci agissent sous sa responsabilité pleine et entière, avec les mêmes règles que celles énoncées pour son propre personnel, et en portant une attention particulière aux règles d'accès et de sécurité.

Les sous-traitants et leur personnel doivent disposer du même niveau d'habilitation que celui requis par le titulaire.

Avant toute intervention d'un sous-traitant, celui-ci doit avoir fait l'objet d'une déclaration de sous-traitance validée par l'administration. En cas d'utilisation de sous-traitance frauduleuse, le titulaire s'expose aux pénalités indiquées dans le CCAP.

5 - NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

5.1 - Dépannages et réparations

Quand un composant est changé, il doit être remplacé par du matériel aux caractéristiques techniques identiques et prenant en compte les critères de développement durable. En cas de cessation de fabrication, un modèle aux caractéristiques au moins équivalentes sera présenté à l'acheteur pour accord. Pour les matériels dont l'esthétique revêt une importance pour l'acheteur, le remplacement ne peut se faire que par du matériel d'esthétique identique.

La maintenance corrective débouche sur deux types d'intervention :

- La maintenance corrective palliative ou « dépannage ». Les travaux effectués revêtent un caractère provisoire pour des raisons de rapidité et sont généralement suivies d'une action de maintenance corrective curative. Elles visent à ne pas interrompre le fonctionnement de l'installation si la sécurité des personnes et des biens est assurée. **Les dépannages font l'objet d'un CRI intermédiaire** ;
- La maintenance corrective curative ou « réparation ». Les travaux visent à redonner aux installations leur fonctionnement normal. Elles peuvent être déclenchées suite à une intervention de maintenance préventive ou de maintenance palliative. Le titulaire procède ainsi au remplacement ou au réglage des éléments défectueux, à la vérification des autres éléments des installations afin de pourvoir aux problèmes éventuels, et effectue, préventivement, les opérations nécessaires à un fonctionnement durable des installations. **Les réparations font l'objet d'un CRI final.**

Les travaux font l'objet d'un CRI final à l'identique de la maintenance corrective curative ou « réparation ».

Si le dépannage et/ou la réparation commencent en heures ouvrées et se termine en heures non ouvrées, alors le titulaire ne peut établir un devis de régularisation.

Pour le lot 2 comprenant le CTM de la commune de La Tontouta, le titulaire doit se signaler 72 heures ouvrées avant tous travaux de réparation.

5.2 - Comptes rendus d'intervention de dépannage de réparation ou de travaux

Le titulaire adresse un compte-rendu au représentant de la personne publique **à chaque fin d'intervention** (voir annexe 2).

La rédaction des comptes rendus d'intervention a pour objectif de :

- Servir de support écrit pour l'admission des travaux ;
- Garantir la traçabilité des travaux effectués sur une installation.

Projet 25002	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE CALEDONIE (FANC) – ELECTRICITE BASSE TENSION	C.C.T.P.
--------------	---	----------

Le nommage des fichiers respecte le format suivant :

«**DATE**»_«**IMMEUBLE-bâtiment**»_«**Pièce ou local**»_«**nature de l'intervention**»_«**final ou intermédiaire**» où :

- DATE sous le format aaaammjj
- IMMEUBLE abrégé (voir annexe 1)
- Bâtiment : 4 chiffres
- Nature de l'intervention

Pour exemple :

20250825_BA_0005_048_réno_éclairage_sanitaires_final

20251024_PTE_0046_005_changement_disjoncteur_SdB_intermédiaire

Les espaces sont remplacés par des soulignés « _ »

5.3 - Déclenchement

Les dépannages, réparations et/ou travaux sont déclenchés :

- À la suite d'une défaillance ou d'une dégradation constatée par le titulaire ou le représentant de la personne publique ;
- À la demande du représentant de la personne publique, par un ordre d'intervention (OI).

Si le titulaire ne peut pas intervenir dans les délais donnés, celui-ci doit en informer téléphoniquement et par écrit la personne publique et le responsable du service exploitant, en indiquant les raisons et les causes du dépassement.

L'appel téléphonique, confirmé par courriel (hors astreinte), qui déclenche l'intervention sert de point de départ du décompte des délais. Le délai s'achève au moment où les performances de l'équipement sont rétablies.

5.3.1 - Heures ouvrées (HO)

Les travaux sont déclenchés par appel téléphonique ou courriel d'un représentant de la DID de NOUMEA, et formalisées par un OI.

Avant chaque intervention de dépannage et/ou de réparation, le titulaire doit signaler son arrivée au représentant de la DID de NOUMEA pour faciliter son accès, en précisant, la date, l'horaire, les noms et prénoms des intervenants.

5.4 - Délai d'intervention

Les délais sont indiqués au CCAP.

5.5 - Décomposition et phasage des prestations

5.5.1 - Phasage de déroulement et suivi des prestations

Juste après la notification du marché, le titulaire et le chargé d'affaires responsable du marché de la DID NOUMEA se réunissent pour :

- Une relecture intégrale du CCTP afin d'assurer la bonne compréhension du déroulement du marché ;
- La préparation de la mise en page des documents à fournir lors de l'exécution des prestations du marché comme les comptes rendus d'intervention (CRI) ;
- La définition des modalités de transmission de ces documents (objets des courriels, dénomination des pièces jointes, désignation des localisations, etc...) ;
- La fourniture au titulaire toutes les règles de sécurité, d'accès et de fonctionnement, ainsi que toutes les informations en sa possession sur la nature et le fonctionnement du site ;
- L'établissement et la présentation au visa du représentant de la personne publique du programme détaillé de déroulement du marché (nom des responsables, numéros de téléphone des intervenants, organigramme de la structure mise en place, nom des techniciens, listing des voitures qui accèdent aux sites, etc...) ;
- L'échange des organigrammes et des coordonnées des intervenants en heures ouvrées (HO) et heures non ouvrées (HNO) entre l'acheteur et le titulaire ;
- L'installation du titulaire et la mise en place de ses moyens d'intervention ;
- La prise en charge des installations sur les sites à soutenir ;
- La participation à l'inspection préalable et à l'élaboration des pièces de prévention pour chaque site ;
- L'élaboration d'un tableau de bord afin d'assurer le suivi des demandes de travaux et des opérations de maintenance corrective (palliative et curative) ;
- La sensibilisation du personnel du titulaire aux installations, objet de ce marché, et aux procédures organisationnelles et sécuritaires de ce marché ;

Projet 25002	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE CALEDONIE (FANC) – ELECTRICITE BASSE TENSION	C.C.T.P.
--------------	---	----------

- La proposition du titulaire sur la mise en place d'une procédure pour les travailleurs isolés (ex : application sur smartphone, ou intervention impérative à deux techniciens...).

Des réunions périodiques avec le titulaire du marché sont organisées.

Des documents ou informations complémentaires jugés utiles peuvent être joints au compte-rendu, notamment pour assurer le suivi des actions définies lors de chaque réunion.

5.5.2- Avant toute exécution de travaux

Le titulaire doit veiller à :

- Remplir les obligations du titulaire ;
- Proposer à l'agrément du maître d'ouvrage tous les sous-traitants, prestataires de service et fournisseurs ;
- Fournir toute la documentation (fiches techniques, références des fournitures et des fournisseurs...) concernant le matériel ou les matériaux prévus d'être mis en œuvre ;
- Fournir la copie des agréments, PV, avis, labels...pour tous les matériaux ou matériels soumis à un avis technique d'un centre d'essai agréé ;
- Mettre en place les installations de chantier nécessaires et obligatoires avant commencement des travaux.

5.5.3- Pendant la période d'exécution

Le titulaire doit veiller à :

- Remplir les obligations du titulaire ;
- Prendre les mesures nécessaires à l'application de l'ensemble des consignes en vigueur et notamment celles concernant la prévention, la sécurité et la santé conformément aux directives générales ;
- Réaliser l'ensemble des tâches prévues au marché ;
- Renseigner le carnet de chantier, s'il en a été ouvert un ;
- Assister aux réunions provoquées par le maître d'œuvre ;
- S'assurer d'avoir en temps utile tous les matériaux et fournitures nécessaires au bon déroulement du chantier ;
- Réaliser tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc..., dans les conditions définies dans le présent document ;
- Prévoir des bennes et évacuer tous les déchets du chantier dans le respect de la réglementation.

5.5.4- A la fin de chaque chantier

Le titulaire doit veiller à :

- Prévoir la main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les finitions, reprises, vérifications, essais, contrôles... des ouvrages exécutés ;
- Effectuer toutes les finitions, les retouches de peinture... ;
- Effectuer le repliement des installations de chantier ;
- Participer aux opérations préalables à la réception et à la réception définitive des travaux ;
- Assister l'organisme agréé aux contrôles de toutes les installations réalisées et effectuer toutes les reprises nécessaires pour la mise en conformité ;
- Fournir le dossier technique complet des ouvrages exécutés (plans, schémas, documentation, PV ou certificats des équipements installés...).

5.6 - Installation de chantier

5.6.1- Installations fournies par le titulaire

Le titulaire est tenu de disposer et maintenir en état tous les panneaux de signalisation et balisages nécessaires en vue de prévenir les risques de chutes de personnes, chutes d'objet, chocs... aux abords des différentes zones concernées par les travaux à exécuter.

Pour les chantiers qui nécessitent d'être clos, des panneaux " Chantier interdit au public" sont posés sur le périmètre de chantier.

L'entreprise assurera la fourniture et la pose de l'ensemble des clôtures, balisages, protections et toute installation de chantier prescrites par le responsable prévention (SPS ou préventionniste du site).

5.6.2- Installation pour chantier avec baraquement.

Les installations sont conformes aux indications *supra* et sont mises en place pour toute la durée du chantier (fourniture, mise en place et repli des installations).

Pour les besoins du chantier, des baraques à usage de bureau, de sanitaires, de vestiaire ou stockage de matériels peuvent être mis en place, à charge du titulaire, sur un périmètre indiqué par le maître d'œuvre. Cet emplacement ainsi que son accès dont les aménagements sont à la charge du titulaire, est maintenu en parfait état pendant toute la durée du chantier.

Les lieux doivent être remis en état en fin de chantier.

5.6.3- Installations pour chantier sans baraquement

Les installations sont conformes aux indications *supra* et sont mises en place pour toute la durée du chantier (fourniture, mise en place et repli des installations).

5.6.4- Signalisation supplémentaire

Le maître d'œuvre peut demander, en plus des installations prescrites par le service de prévention, la mise en place d'éléments supplémentaires spécifiés ci-dessous :

- fléchage « Travaux » ;
- barrières de chantier, hauteur 2m sur plots amovibles ;
- chaînes en PVC de couleur rouge et blanche (25m) ;
- lanternes.

Ces dispositifs sont installés à l'unité pour la durée du chantier.

5.6.5- Installations fournies par le maître d'ouvrage

L'énergie électrique est fournie pour les besoins du chantier par le maître d'ouvrage dans la limite de la puissance disponible sur les lieux du chantier jusqu'à une distance maximum de 50 mètres de celui-ci.

L'eau est fournie par le maître d'ouvrage dans les limites des caractéristiques (pression, débit, température...) et de l'emplacement des points de distribution disponibles sur les lieux du chantier.

5.7 - Elimination des déchets

Les déchets industriels, en particulier les déchets générateurs de nuisances, doivent être évacués et éliminés vers une entreprise de traitement agréée.

L'attention du titulaire et de ses éventuels cotraitants ou sous-traitants est ici attirée sur le fait qu'ils ont obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiqués dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

La gestion des déchets de chantiers est de la responsabilité du titulaire, qui est réputé en être le détenteur, qu'il s'agisse des déchets issus des travaux préparatoires ou des travaux neufs, et dans ce dernier cas qu'ils soient produits sur les chantiers mêmes ou dans les locaux du titulaire. La gestion des déchets comporte :

- La réutilisation éventuelle, au sein de l'entreprise ou en concertation avec les fournisseurs, de produits ou d'emballages ;
- Les opérations de tri et de collecte sur le chantier, et dans les locaux de l'entrepreneur le cas échéant ;
- Tous les déchets de chantier qui sont évacués en dehors des sites par le titulaire du marché, feront l'objet d'une remise au maître d'œuvre de bordereaux de suivi de déchet à la fin de chaque chantier et avant la réception des travaux, conformément à la réglementation.

Le titulaire doit systématiquement procéder à un tri des déchets, expliciter les filières d'élimination/recyclage/valorisation des déchets qu'il prend en charge.

Le titulaire précisera sur quel centre de traitement il s'appuie, et que deviennent les déchets : recyclage/valorisation. Par ailleurs, il est rigoureusement interdit d'utiliser les bacs à déchets, bennes, poubelles présentes sur les sites, d'enfouir ou de brûler les déchets sur les sites sur lesquels s'exécutent les prestations du présent marché.

Le titulaire doit respecter la réglementation en vigueur concernant :

- Le transport des déchets selon le règlement des transports des matières dangereuses par la route (R.T.M.D.R.) ;
- Les opérations de transfert vers les installations d'exploitants agréés en matière de traitement de déchets (qu'ils s'agissent de valorisation ou d'élimination) ;
 - o Ces installations doivent avoir été déclarées ou autorisées (suivant leur importance) au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ; textes de référence :

Projet 25002	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE CALEDONIE (FANC) – ELECTRICITE BASSE TENSION	C.C.T.P.
--------------	---	----------

* décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 en ce qui concerne les déchets d'emballages, dont la valorisation matière ou énergétique est obligatoire ;

- L'évacuation des déchets conformément à l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées
- L'élimination des déchets, la récupération des matériaux et le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances se font conformément à la délibération n°01-2008/APS du 10 avril 2008 instaurant une gestion responsable des déchets en vue de la protection de l'environnement relative au code de l'environnement de la province sud ;
- La mise en œuvre des procédures de suivi des déchets dangereux ou déchets industriels spéciaux (arrêté du 4 janvier 1985).

6 - Astreinte

6.1 - Contenu

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur une permanence téléphonique permettant de joindre des intervenants qui doivent prendre toutes les dispositions pour assurer la maintenance corrective la plus efficace en dehors des heures ouvrables (HNO), le week-end et jours fériés.

6.2 - Heures non ouvrées (HNO)

Pour les travaux en heures non ouvrées (HNO), le titulaire doit communiquer un numéro d'appel disponible 365 jours par an, 24h/24h.

Les travaux sont déclenchés par appel téléphonique du cadre d'astreinte de la DID NOUMEA.

Le technicien doit informer le cadre d'astreinte de la DID de NOUMEA de son heure d'arrivée, de départ et rendre compte de l'intervention réalisée.

Un OI de régularisation est transmis par ce cadre d'astreinte le prochain jour ouvré.

6.3 - Déclenchement

A l'initiative de l'acheteur, les demandes d'intervention pour des dépannages et/ou réparations à la suite de défaillance constatées sont adressées par téléphone au titulaire (personnel d'astreinte).

Lors de l'appel téléphonique, l'heure d'appel est définie en concertation entre le titulaire et le représentant de la DID de NOUMEA afin de définir le "T0" de prise en charge par le titulaire.

Les numéros de téléphone autorisés à déclencher l'astreinte du titulaire sont communiqués lors de la réunion de démarrage.

Il est expressément convenu que l'agent du titulaire assurant l'astreinte doit remplir, *a minima*, les conditions suivantes :

- Avoir les habilitations nécessaires pour intervenir ;
- Avoir les compétences techniques requises indispensables pour un dépannage courant des installations techniques et la mise en œuvre des mesures de sauvegarde et de mise en sécurité ;
- Avoir une connaissance suffisante du site et de ses équipements ;
- Pouvoir contacter et informer des techniciens spécialisés dans les principaux domaines techniques.

Dès la réception de l'appel téléphonique à son service d'astreinte, le titulaire prend toutes dispositions pour intervenir sur site **dans les délais définis ci-dessous.**

6.4 - Délai d'intervention

Le délai d'intervention est fixé au CCAP.

6.5 - Facturation

Seul est/sont pris en compte lors de l'établissement du devis et de la facturation d'une intervention en astreinte :

- Le nombre d'heures en HNO,
- Les matériels ne relevant pas de petites fournitures.

Le forfait d'astreinte reflète la mise à disposition de la permanence et les différents déplacements liés à cette prestation.

Par an, environ 30 interventions sont effectuées en astreinte.

7 - SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

7.1 - Matériaux

Le titulaire choisit les appareils électriques parmi une gamme commerciale moyenne. Il est proposé au maître d'œuvre au moins deux choix par type de matériels dans des marques différentes. D'autres appareils peuvent être proposés s'ils présentent des caractéristiques sensiblement équivalentes. Ils doivent alors être agréés par le maître d'œuvre, suivant la nature des travaux spécifiés dans chaque bon de commande. L'ensemble des matériels et matériaux, doivent bénéficier de la marque NF ou CE de conformité.

7.2 - Traversée des parois coupe-feu

Le titulaire doit se tenir informé de degré d'exigence en matière de sécurité incendie attribué aux parois qu'il est amené à traverser. Les traversées de parois verticales ou horizontales coupe-feu par des conduits de toute nature, doivent strictement respecter les exigences de la réglementation en vigueur, en matière tant de réaction au feu que de résistance au feu. A ce titre, le titulaire du présent marché prévoit la reconstitution des degrés coupe-feu de chaque paroi ou plancher traversé.

7.3 - Dilatation

Les effets de la dilatation des canalisations sont absorbés de préférence par le tracé même de ces canalisations, à défaut par des ouvrages spéciaux destinés à absorber les efforts de la dilatation (y compris dans le cas de chocs thermiques). Des points fixes sont répartis sur le parcours des canalisations. Les ouvrages de scellement et d'ancrage de ceux-ci doivent tenir compte des contraintes maximales provoquées.

8 - ESSAIS DES INSTALLATIONS

A la demande du maître d'œuvre, lorsque les installations sont terminées et les divers réglages ont été effectués par le titulaire, il est procédé aux essais et vérifications de conformité avec les prestations de ce marché.

A l'issue des travaux, un organisme de contrôle peut être choisi par le maître d'ouvrage afin qu'il procède à la vérification de toutes les installations électriques pour délivrer le procès-verbal de conformité.

Les éventuelles remarques sont levées au frais du présent titulaire.

8.1 - Essais avant réception

Le titulaire doit procéder aux essais de ses installations conformément aux instructions du maître d'œuvre. Ces essais peuvent être faits conjointement avec les représentants du maître d'œuvre. Ces opérations permettent de vérifier si toutes les conditions prévues dans ce marché et dans les règlements sont remplies, que la réalisation réponde aux exigences du bon de commande et qu'elle comporte toutes les sécurités prescrites par les normes et les règlements en vigueur.

Tous les essais sont effectués par le titulaire sous sa seule responsabilité et à ses frais. Il doit notamment fournir la main d'œuvre, le matériel nécessaire et les instruments de mesure.

Dans le cas où les essais ne sont pas satisfaisants pour le maître d'œuvre, le titulaire est tenu d'effectuer, à ses frais et dans les délais impartis par le maître d'œuvre, toutes les modifications, les réparations, les remplacements ou les adjonctions nécessaires.

8.2 - Vérifications

Les vérifications comprennent :

- Les mesures d'isolement par rapport à la terre et entre les conducteurs, avant la mise sous tension ;
- Les mesures de résistance des prises de terre ;
- La vérification de la parfaite continuité des circuits de terre de toutes les masses métalliques des installations ;
- Le contrôle des dispositifs de connexions des conducteurs ;
- Le contrôle des organes de protection, notamment calibres des coupe-circuit ou disjoncteurs, réglages de ces derniers et vérification des protections contre les courts circuits et les surintensités.

8.3 - Essais

Les essais portent sur :

- Le bon fonctionnement des organes de sécurité,
- La sélectivité des protections installées,
- La mise sous tension des installations et la vérification de leur bon fonctionnement, y compris les récepteurs,
- Le contrôle de l'équilibrage des phases,
- Les mesures des chutes de tension et des intensités dans les câbles (installations en charge nominale),

Projet 25002	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE A PRIX MIXTE POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX D'ENTRETIEN, DE REPARATION, D'ADAPTATION, DE MODERNISATION ET DE TRANSFORMATION CONCERNANT LES OUVRAGES ET BATIMENTS MILITAIRES DES FORCES ARMEES EN NOUVELLE CALEDONIE (FANC) – ELECTRICITE BASSE TENSION	C.C.T.P.
--------------	---	----------

- Les mesures des niveaux d'éclairage pour les installations intérieures et extérieures.
- Ces essais permettent également de s'assurer que ces installations sont conformes, aux prescriptions des normes et publications de l'UTE et notamment à la partie 6-61 de la NF C 15-100 et aux conditions imposées par le présent CCTP.

9 - ASSISTANCE AU REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

L'assistance fournie par le titulaire a pour objet d'aider l'acheteur à appréhender la gestion technique de ses installations.

9.1 - Assistance technique

L'assistance technique porte essentiellement sur les points suivants :

- Propositions des mesures à mettre en œuvre et de nature à améliorer les performances techniques et économiques des installations ;
- Propositions des travaux de mise en conformité des installations avec les textes en vigueur et des dispositions à mettre en œuvre pour assurer la sécurité des personnes lors des opérations de maintenance ;
- Propositions de modifications éventuelles des installations ;
- Propositions des adaptations à apporter à la documentation technique des installations et de leurs différents cahiers d'exploitation et de maintenance ;
- Rédaction des comptes rendus d'intervention systématique à la suite de toute intervention sur un équipement.

9.1.1- Veille technique

Le titulaire assure une veille technique sur les matériels, objet du présent marché. En cas d'alerte d'obsolescence sur les produits utilisés dans les systèmes, il doit aviser l'administration au moins six (6) mois avant le retrait du catalogue des fournisseurs et proposer des solutions pour pallier la menace de rupture d'approvisionnement (constitution d'un stock de rechange ou proposition d'un matériel équivalent de remplacement en terme de qualité, fonctionnalité et esthétique).

Il doit remettre à l'administration tout document (fiche technique, etc.) lui permettant de juger de la qualité du produit et de valider celui-ci au niveau technique. Le produit de remplacement doit être à fonctionnalités et caractéristiques équivalentes.

9.1.2- Veille réglementaire

Le titulaire s'engage, en cas de modifications ou de prescriptions complémentaires aux normes et règlements de sécurité en vigueur intervenant pendant la durée du présent marché, à informer, dans les trois mois à compter de la parution desdits documents, l'acheteur de tous les travaux de mise en conformité des installations et des matériels nécessaires pour répondre aux spécifications des nouveaux règlements.

Un bordereau de suivi des déchets (BSD), initié au besoin par le titulaire et dûment renseigné, est remis à l'exploitant (une copie à la DID) à l'issue de la procédure d'évacuation et d'élimination. Le producteur du déchet sera spécifié par la DID.

10 - Réunion contractuelle

10.1 Participation aux réunions

Le titulaire assure la présence d'un responsable d'affaires aux réunions de chantier, de coordination, ou de synthèse, provoquées par le représentant du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre. Les réunions portent sur les thèmes suivants :

- réunion de lancement de l'accord cadre ;
- réunions de chantier, au démarrage ou en cours d'exécution d'un BdC ;
- réunions trimestrielles de pilotage-coordination de l'accord cadre ;
- réunions annuelle.

Les réunions sont déclenchées par l'une ou l'autre des parties en fonction des besoins ou difficultés rencontrées. La présence du titulaire à ces réunions est une nécessité et est due au titre du présent accord cadre. Le compte-rendu de la réunion est rédigé par le représentant du maître d'œuvre et est communiqué au titulaire par ordre de service.

10.2 Réunion de lancement

Le responsable du marché, les chargés d'affaires du représentant du maître d'œuvre et le titulaire se retrouvent pour une réunion de lancement du marché qui se déroule dans les locaux de la DID Nouméa. La date est fixée entre le titulaire et l'acheteur au plus près de la notification.

Elle a pour objectif de :

- présenter les interlocuteurs ;
- effectuer une relecture des pièces du marché ;
- vérifier l'ensemble des pièces administratives, notamment :
 - o les éléments financiers du titulaires ;
 - o les différentes habilitations ou certificats de formation ;
 - o les demandes de CPR et/ou d'habilitation ;
 - o les DC4 ;
- faire une présentation des attendus ;
- répondre aux questions.

10.3 Réunions trimestrielles

Les chargés d'affaires du représentant du maître d'œuvre mettent en place des réunions trimestrielles qui se déroulent dans les locaux de la DID Nouméa. La date est fixée après concertation entre le titulaire et l'acheteur, sauf pour une convocation obligatoire par l'acheteur, en cas de constat d'aléas liés aux prestations du marché.

Elles ont pour objectif de :

- vérifier l'état d'avancement des prestations dues par le titulaire au titre du marché, notamment :
 - o le passage en revue des dépannages et/ou réparations réalisés et ceux restant à réaliser ;
 - o les demandes de travaux exprimées par l'acheteur ;
 - o les commandes en attente ;
 - o la situation des travaux en cours.
- permettre en complément :
 - o de mettre à jour le BPU avec des prix nouveaux si nécessaire ;
 - o d'examiner et de traiter les problèmes et difficultés survenus lors du déroulement du marché et établir des actions de progrès ;
 - o à l'acheteur, de faire un bilan des prestations devant être réalisées par le titulaire et d'en tirer les conclusions en matière d'éventuelles pénalités à appliquer au titulaire ;
 - o au titulaire d'exprimer ses propositions de travaux (hors marché) quant à :
 - l'amélioration des performances des installations dans l'objectif de réduire le coût global d'exploitation ;
 - la rénovation ou le remplacement d'installations arrivant en fin de vie ;
 - la mise en évidence d'éventuelles insuffisances des installations face à une évolution des besoins.

10.4 Réunion annuelle

Les responsables de marché et de maintenance du titulaire ainsi que le représentant technique de l'exploitant, participent à une réunion annuelle organisée par l'acheteur à une date fixée par ce dernier en concertation avec les autres parties.

Cette réunion se déroule dans les locaux de la DID de Nouméa et a pour objectif de :

- Examiner les problèmes et difficultés survenus lors du déroulement du marché ;
- Etablir des actions de progrès ;
- Définir les avenants éventuels du marché compte tenu du retour d'expérience acquis.

Au vu d'une part, des conclusions et des échanges de cette réunion, et d'autre part, de l'exercice passé et de sa connaissance acquise des installations, le titulaire met à jour le rapport annuel tel que défini au présent CCTP et indique notamment :

- La synthèse des défauts constatés accompagnés de solutions correctives adaptées et des conséquences qui découlent d'une absence de mesures ;
- Ses propositions de travaux quant à :
 - ✓ L'amélioration des performances des installations dans l'objectif de réduire le coût global d'exploitation ;
 - ✓ La rénovation ou le remplacement d'installations arrivant en fin de vie ;

La mise en évidence d'éventuelles